

# DÉCLARATION

---

## **Les conservateurs condamnent les accusations portées contre le rappeur iranien Toomaj Salehi**

9 juillet 2023  
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

**Ottawa (Ontario)** – L'honorable Michael Chong, ministre du Cabinet fantôme responsable des Affaires étrangères, a fait la déclaration suivante aujourd'hui sur les accusations portées par le régime iranien contre le musicien iranien Toomaj Salehi :

« Les conservateurs condamnent les accusations portées par le régime iranien contre le rappeur et militant politique Toomaj Salehi. Ces accusations sont injustifiées et témoignent de la volonté du régime de supprimer la liberté d'expression et les droits de l'homme.

« M. Salehi s'est entretenu avec CBC News pendant le mouvement de protestation iranien de l'année dernière qui a suivi la mort de Mahsa Amini, 22 ans, décédée en garde à vue après avoir été arrêtée parce qu'elle ne portait pas correctement son hijab. Pour cette raison, il a été accusé de "collusion avec un gouvernement étranger hostile".

« M. Salehi fait également l'objet d'autres accusations, notamment celle de propager la "corruption sur terre", ce qui pourrait entraîner la peine de mort, simplement parce qu'il a critiqué le gouvernement iranien par le biais de sa musique. Il est emprisonné depuis environ huit mois.

« La torture et la mort de la Montréalaise Zahra Kazemi, l'exécution du lutteur Navid Afkari, l'emprisonnement de l'avocate Nasrin Sotoudeh, l'abattage du vol 752 de la compagnie Ukrainian International Airlines qui a tué des dizaines de Canadiens, le meurtre de Mahsa Amini et l'emprisonnement de Toomaj Salehi sont le reflet d'un régime qui n'a aucun respect pour ses propres citoyens ou pour ceux d'autres pays.

« Nous demandons au régime iranien d'abandonner les poursuites contre M. Salehi. Nous demandons également au gouvernement Trudeau de condamner ces accusations, en particulier parce qu'il est accusé d'avoir simplement parlé à un radiodiffuseur canadien.

« Affaires mondiales Canada a déclaré que les tribunaux révolutionnaires de l'Iran sont étroitement liés au Corps des Gardiens de la révolution islamique (CGRI), qui est responsable de l'abattage du vol 752. Nous réitérons notre appel au gouvernement Trudeau pour qu'il inscrive le CGRI sur la liste des organisations terroristes, comme l'a demandé la Chambre des communes dans une motion adoptée en juin 2018, motion pour laquelle le premier ministre Trudeau a voté. »